



Troupes russes hors d'Ukraine

Une terrible guerre s'installe en Ukraine, que le régime russe de Poutine a décidé de bombarder et d'envahir. L'ancien officier du KGB, qui vient de mettre en alerte son arsenal nucléaire, prétend répliquer à la politique agressive de l'OTAN. Mais rien ne justifie cette invasion meurtrière destinée à imposer un régime à sa botte contre un peuple qui n'en veut pas, avec en arrière-fond les rivalités entre grandes puissances. Et ce sont les populations d'Ukraine d'abord, mais de Russie aussi, qui vont durement subir les conséquences de ces rivalités.

Poutine dégage !

Avec entre ses mains tous les grands médias, Poutine voudrait faire croire à la population russe qu'il mène une guerre pour « libérer » le « peuple frère » ukrainien de dirigeants « néo-nazis et drogués ». Des milliers de manifestants se sont pourtant courageusement rassemblés en Russie pour manifester contre la guerre et ont été durement réprimés, tandis que des scientifiques, des personnalités du monde culturel ou sportif protestaient publiquement. Pas sûr donc que Poutine réussisse à ressouder derrière lui les classes moyennes et populaires, ni même une partie de la bourgeoisie russe.

Le président de la Fédération de Russie, au pouvoir depuis 1999, se rêve en Tsar d'un empire russe ressuscité, cet empire que Lénine surnommait à l'époque « la prison des peuples ». Pour l'en empêcher et arrêter les sales guerres de Poutine, la seule façon serait que la population de Russie le renverse, lui et son régime de plus en plus dictatorial.

Des sanctions, mais contre qui ?

Les sanctions économiques contre la Russie n'arrêteront pas la guerre, hélas. Le gel des biens des dirigeants et oligarques russes dans les pays occidentaux n'est que poudre aux yeux qui ne les appauvrira pas en Russie même. En revanche, les sanctions économiques, en touchant durement une population déjà pauvre, pourraient aider Poutine à resserrer les rangs derrière lui comme cela a été le cas en Iran, dont les dirigeants sont toujours en place mais dont la population a durement payé, et paye encore, le boycott imposé par les États-Unis et leurs alliés.

De toute façon, qui peut croire que c'est le sort de la population ukrainienne qui motive les puissances occidentales ? Ont-elles levé le petit doigt quand Poutine a envoyé, en janvier dernier, ses troupes au Kazakhstan pour aider la dictature à y écraser une révolte des classes populaires ?

Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Notre solidarité va aux habitants de l'Ukraine. Les peuples d'Ukraine, comme ceux de Russie, du Caucase ou d'Asie centrale, ne doivent plus servir de jouets

manipulés au gré des intérêts des grandes puissances, qu'elles soient russes, américaines, chinoises ou européennes.

C'est aux Ukrainiens de décider eux-mêmes de leur sort, s'ils veulent rejoindre l'OTAN ou son équivalent russe, l'OTSC, mais pas sous la menace armée. Ou bien de décider de ne rejoindre ni l'un ni l'autre afin de ne pas devenir les otages d'un conflit entre les USA et la Russie. C'est aussi aux habitants du Donbass et de Crimée de pouvoir choisir de rester ou pas dans l'Ukraine.

Quant à l'Europe, elle ne pourra se faire que sous la forme d'une fédération d'états socialistes des travailleurs, pas sous l'égide de bourgeoisies nationales rivales qui ne se rejoignent que dans une course mortifère aux armements.

Arrêter l'escalade

Les rapacités et rivalités s'exacerbent entre grandes puissances dans le monde. Les foyers de guerre sont multiples. Chaque fois, c'est aussi l'occasion de durcissements politiques – couvre-feux et lois d'exception – pour faire taire les oppositions, bâillonner davantage les travailleurs au nom de la « défense de la patrie ».

Il n'y a encore aucun mécanisme décisif qui conduirait à une généralisation de la guerre. Mais, quand Poutine met ses armes nucléaires en état d'alerte, que Le Drian explique que l'Otan est aussi une alliance nucléaire, on peut légitimement s'inquiéter. Et, même si la guerre ne s'étend pas, les prix vont flamber, encore plus que ces dernières semaines.

Contre cette nouvelle guerre, lourde de menaces, au nom de frontières et d'enjeux qui concernent des intérêts impérialistes rivaux, une émotion s'exprime à l'échelle mondiale. Un peu partout des manifestations ont lieu. L'union de tous les peuples et de tous les travailleurs doit se faire par-delà les frontières, contre ces bourgeoisies rivales qui risquent de les entraîner dans une nouvelle union sacrée à la pire des escalades. Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage, selon la formule célèbre. Pour arrêter cette fuite en avant vers la catastrophe, il n'y aura d'autre choix que de le renverser.

Jouons-la collectif !

Les salariés du collectif Merl (Maintien des Emplois Renault Lardy) continuent de se mobiliser. Ils ont été nombreux à se réunir jeudi 17 février puis mardi 22 pour continuer de mettre la pression aux directeurs du site pour exiger des informations claires sur leur avenir. Aujourd'hui 900 emplois sont menacés à court terme sur Lardy et rien n'est prévu pour les salariés... à part la RCC ! Des problèmes semblables à ceux qu'on connaît à Guyancourt. Pour notre avenir, exigeons des garanties !

PEI mieux faire

Avec la vente de plusieurs bâtiments du TCR et la fermeture des sites de Boulogne et du Plessis, PEI, la société prestataire du ménage sur le site a également décidé de réduire la voilure en supprimant des postes. Et pour les salariés qui restent, aucune garantie sûre pour leur avenir, alors même que leurs salaires sont à la baisse avec les vendredis non-travaillés. C'est à Renault de prendre ses responsabilités, d'autant qu'elle en a les moyens avec presque un milliard d'euros de bénéfice pour 2021.

Bons baisers de Russie

Pour l'instant tout va bien ! C'est ce qu'assure les dirigeants de Renault pour tranquilliser les investisseurs inquiets de voir l'action Renault plonger en bourse. En cause, les sanctions économiques prises contre la Russie pour sanctionner l'invasion de l'Ukraine et qui vont impacter Avtovaz, principal constructeur automobile russe et entreprise surveillée de près par le régime poutinien. Comme le montre l'exemple iranien en 2017 et la crise russe actuelle, s'arranger avec les pires dictatures possibles pour produire à bon compte comporte aussi des risques.

Augmentez les salaires !

L'Augmentation Générale de Salaire (AGS) accordée aux APR s'élève pour cette année... à 20 euros, et encore en brut ! Soit une augmentation moyenne de 1,2%, très en dessous de la montée des prix dans tous les domaines. Quant aux ETAM et aux Cadres, ce sera 0 % d'AGS. On a besoin de sous pour vivre !

En dessous de tout

La deuxième réunion sur les négociations d'augmentations obligatoires s'est soldée par une augmentation en dessous de l'inflation ! Une hausse si dérisoire que même les syndicats les plus « bénis-oui-oui » ont refusé de signer. La direction a vainement tenté de camoufler ça en proposant de donner en plus six actions gratuites par salarié, ce qui aurait fait 2,6 % d'augmentation... manque de chance, c'est toujours en dessous de l'inflation.

L'homme d'actions

De plus, les actions gratuites distribuées seront bloquées pendant 5 ans. Difficile d'aller faire son plein avec en attendant donc ! Pendant ce temps, les dirigeants de Renault qui touchent depuis des années des dizaines de milliers d'actions gratuites pourront revendre les leurs – et au bout de quatre ans seulement – pour faire fructifier leur patrimoine. C'est le cas du directeur de la fabrication Jose Vicente De Los Mozos, qui vient d'acquérir définitivement 10252 actions gratuites et empoché près de 371 000 euros dans la foulée.

Performance performative

Pendant ce temps, les primes de performances individuelles sont toujours accordées aux cadres dans une opacité totale : officiellement, celles-ci doivent être accordées en fonction de la réalisation des objectifs annuels et de leur job-grading, et sont majorées ou minorées par le N+1. En pratique, c'est un magma incompréhensible de critères qui permet à la direction de récompenser qui elle veut en fonction de la performance à se faire bien voir.

Des...

La direction met la pression aux salariés pour qu'ils assistent coûte que coûte aux formations proposées en interne... Sauf qu'en même temps, les chefs nous mettent tout autant la pression pour qu'on tienne les délais sur les projets, en dépit d'une charge de travail qui n'a cessé d'augmenter. Une insistance d'autant plus malvenue que l'insistance de Renault à ce que l'on suive ces formations tient surtout aux subventions que le groupe perçoit de l'État en échange !

... Formations !

De plus un certain nombre des formations proposées sont assez bidons. Ça ne suffit pas pour donner les moyens de procéder à une reconversion au sein de l'entreprise. Mais la direction préfère pousser les collègues privés de leurs postes vers la RCC ou leur suggère de démissionner.

Russie : la grande vénalité des politiciens bourgeois

Le conflit en Ukraine a contraint l'ancien Premier ministre, François Fillon, à démissionner des postes qu'il occupait au sein du conseil d'administration de Sibur, un groupe pétrochimique, et de Zaroubejneft, une compagnie pétrolière. Mais les événements ont mis en lumière le fait que d'anciens hommes politiques d'autres pays – comme l'Autriche, la Finlande, l'Italie ou l'Allemagne – faisaient leur beurre dans des entreprises étroitement liées au Kremlin qu'ils font profiter de leurs relations. Pour eux, l'argent n'a ni odeur, ni nationalité.